

# Les comités de quartier tentent de survivre à la Covid

## BOUCHES-DU-RHÔNE

**Comment faire vivre la parole des habitants quand toutes les activités associatives sont en suspens ? La fédération des CIQ de l'Est du département, réunie ce samedi à Roquefort-la-Bédoule, fait un amer constat de la pandémie.**

**N**ous en sommes à maintenir ce que nous avons construit pendant ces cinq dernières années... Cela pourrait être balayé en un an», confie Jean-Pierre Michel, le président ciotaden de la fédération des CIQ de l'Est du département.

### Le lien entre habitants

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, « nous étions 39 en 2019, avant la crise – nous comptons aujourd'hui 32 comités d'intérêt de quartier adhérents », se désole Frédéric Fassetta, Aubagnais et trésorier de la structure, « Leurs activités se sont arrêtées, ils ont disparu... », précise-t-il.

En prélude à cette assemblée générale, Marc Del Grazia, le maire de Roquefort-la-Bédoule avait tenu à accueillir ses invités du jour : la constitution de comités de quartier au sein de la commune, c'est « un engagement de campagne », rappelle-t-il. Roquefort-la-Bédoule, c'est



La fédération des CIQ de l'Est des Bouches-du-Rhône a été accueillie, samedi, par le maire de Roquefort-la-Bédoule. PHOTO S.F.

« 6 000 habitants, sur 4 000 hectares ». À cette échelle « les meilleures infos passent par les CIQ » et le cas échéant par la fédération et la confédération, car « nous avons beau être dans la Métropole, c'est parfois un territoire isolé ».

Relancée en 2016, cette fédération compte donc une quarantaine de CIQ adhérents, des commissions de travail (urbanisme, mobilité, rivière, risques majeurs, santé, réseaux...) et participe aux grandes enquêtes, du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) au Plan de déplacement urbain (PDU), avant que la pandémie n'y mette

un coup d'arrêt. « L'enquête publique sur le PDU, qui devait avoir lieu fin 2020 a été reportée... »

Bien difficile, dans ce cas-là, de remplir sa fonction, de se rendre « incontournable, en étant consulté en amont des décisions » comme le stipule Jean-Marc Chapus, le président de la Confédération des CIQ de l'aire métropolitaine. Pourtant, les besoins sont là, criants, et pas seulement pour les habitants. « Nous avons besoin d'échanger avec les représentants des CIQ », lance le capitaine Jean-Noël Hinsinger, du groupement de gendarmerie

d'Aubagne, qui a en charge une quinzaine de communes (à l'exception d'Aubagne et de La Ciotat dévolues à la police). 140 gendarmes pour 84 000 habitants et des missions « Covid » qui culminent aujourd'hui à 45 % de leur activité... Mais sur le fond, « en ville comme à la campagne, l'attente de la population est la même : la tranquillité ». Encore faut-il se parler; les présidents de CIQ demandent des réunions régulières, « nous avons tout intérêt à nous rapprocher de la population », leur répond-il.

### Dialogue en sourdine

Au tour de Nicolas Munoz, conseiller de Martine Vassal et directeur de cabinet du président du conseil de territoire du Pays d'Aubagne de se prêter au jeu des questions-réponses. Nombreuses. Car les rapports avec les institutions ne sont pas un long fleuve tranquille. « Il est évident que l'installation d'un potelé ou d'un passage piéton doit revenir aux maires », lance-t-il, en revanche, « un schéma d'élimination des déchets ou de transport, doit être considéré globalement ». Bon exemple. Les questions furent concernant la réalisation du ValTram, très attendu et que les présidents des communes et quartiers concernés appellent de leurs vœux. Dans tous les cas, « vivement que nous puissions reprendre une activité normale », conclut Jean-Pierre Michel. S.F.